

# Prise en charge des condamnés souffrant de troubles psychiques: perspectives d'avenir et défis à relever en Suisse<sup>1</sup>

*Nicolas Queloz, Professeur de droit pénal et de criminologie, Faculté de droit, Université de Fribourg*

## **Résumé:**

Les objectifs de ce texte sont tout d'abord de mettre en lumière les principales tendances prises par les décisions de la justice pénale, en Suisse, au cours des vingt dernières années (1985-2005). Elles démontrent une augmentation du nombre des condamnations mais une diminution à la fois du prononcé des peines de détention ferme (sans sursis) et du nombre de personnes effectivement placées en détention, sauf pour les condamnés étrangers. Si le prononcé des mesures thérapeutiques a régulièrement diminué, en revanche l'internement des «délinquants anormaux» a fortement augmenté. Sur la base de ces réalités, ce sont les défis posés par l'application du nouveau droit des sanctions en Suisse qui sont relevés, pour les juges, pour les autorités d'exécution, pour le monde médical et pour les autorités politiques.

**Mots-clés:** peines privatives de liberté – mesures thérapeutiques – évolution – nouvelle partie générale du code pénal – défis – politique pénitentiaire.

## **Zusammenfassung:**

Der Text soll in erster Linie die Haupttendenzen der Strafurteile in den letzten zwanzig Jahren in der Schweiz (1985-2005) aufzeigen. Dabei kann eine Zunahme der Verurteilungen, aber auch eine Abnahme der unbedingten (vollziehbaren) Freiheitsstrafen sowie der effektiv vollzogenen Gefängnisstrafen – mit Ausnahme derjenigen der ausländischen Verurteilten – beobachtet werden. Obwohl die Zahl der Anordnungen von therapeutischen Massnahmen regelmässig gesunken ist, ist diejenige der «geistig Abnormen» hingegen stark gestiegen. Vor diesem Hintergrund stellen sich die Herausforderungen an die Richter, Vollzugsbehörden, das Krankenwesen und die politischen Behörden in der Anwendung des neuen Sanktionenrechts.

---

<sup>1</sup> Texte publié in: QUELOZ Nicolas, SENN Ariane, BROSSARD Raphaël (Eds.), *Gefängnis als Klinik? – Prison-asile?*, Bern, Stämpfli Verlag, Reihe 'Kriminalität, Justiz und Sanktionen' – Collection 'Criminalité, Justice et Sanctions', Vol. 9, 2008, 101-113.

**Schlüsselwörter:** Freiheitsstrafen – therapeutische Massnahmen – Entwicklung – neuer Allgemeiner Teil des Strafgesetzbuchs – Herausforderungen – Gefängnispolitik.

## **I. Tendances majeures des décisions pénales prises en Suisse au cours des vingt dernières années (1985-2005)**

### **A. Evolution des condamnations pénales en Suisse**

L'analyse de la politique criminelle appliquée en Suisse au cours des vingt dernières années indique tout d'abord un accroissement du nombre total de condamnations pénales: ces dernières ont passé de 58'569 en 1985 à 97'601 en 2004, soit une augmentation de deux tiers (+66%). Relativement à l'évolution de toute la population adulte résidant en Suisse, le taux de condamnation s'est accru également, mais de façon un peu moins forte (+41%)<sup>2</sup>.

Que représente cette évolution au regard des peines privatives de liberté?

### **B. Evolution des peines privatives de liberté en Suisse**

Au cours de la même période, le nombre absolu de peines privatives de liberté prononcées sans sursis (condamnation à la détention ferme) a augmenté de 16,5%. Par contre, si on compare ces peines de détention ferme à l'ensemble des condamnations pénales, on remarque qu'elles représentaient 22,1% des condamnations en 1985 alors qu'en 2005, cette proportion ne s'élevait plus qu'à 15,5%, soit une diminution de 30%.

En s'intéressant ensuite au nombre effectif d'incarcérations (personnes qui ont vraiment purgé leur peine en prison), cette tendance à la baisse du recours à l'emprisonnement se confirme, puisqu'en 1989 il y avait deux

---

<sup>2</sup> En 1985, il y avait en Suisse 11,65 condamnations pour 1'000 habitants adultes; en 2004, 16,40 condamnations pour 1'000 habitants adultes.

fois plus d'incarcérations en Suisse (11'589) qu'en 2003 (5'730)<sup>3</sup>. Comparer ces chiffres à l'ensemble des condamnations prononcées amène à constater une baisse de plus de 60% des incarcérations en vingt ans, comme nous le montre le tableau 1 ci-dessous. C'est une illustration statistique du fait que le monde des prisons est en pleine mutation en Suisse, mais pas dans le sens d'une surpopulation carcérale (sauf dans le cas de la détention avant jugement)<sup>4</sup>.

*Tableau 1: Evolution de la part des incarcérations par rapport à l'ensemble des condamnations*

Années	a) Total des condamnations	b) Nombre d'incarcérations	b) / a) en %	Evolution du pourcentage
1985	58'569	10'611	18,1	
1995	67'227	8'902	13,2	- 27 %
2004	97'601	6'734	6,9	- 62 %

Source: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel (état au 15.11.2007)

### C. Durée des peines de détention exécutées en Suisse

Parallèlement à la diminution des incarcérations, la durée des peines privatives de liberté qui ont été exécutées a baissé en Suisse ces vingt dernières années:

- le nombre total de peines de détention jusqu'à 6 mois a passé de 8'968 en 1985 à 3'730 en 2004<sup>5</sup>, soit une diminution de 58%. Si cette tendance vaut également pour les détenus de nationalité suisse (diminution de 76%), en revanche, le nombre de personnes de nationalité étrangère incarcérées en Suisse pour une durée inférieure à 6 mois s'est accru de 10%;
- si le nombre des peines de détention de 6 à 18 mois qui ont été effectivement exécutées est également à la baisse pour l'ensemble de la population carcérale (917 en 1985 à 625 en 2004, soit une

<sup>3</sup> Le nombre des incarcérations s'est ensuite un peu relevé: 6'734 en 2004 et 7'175 en 2005 (Office fédéral de la statistique, état des données au 15.11.2007).

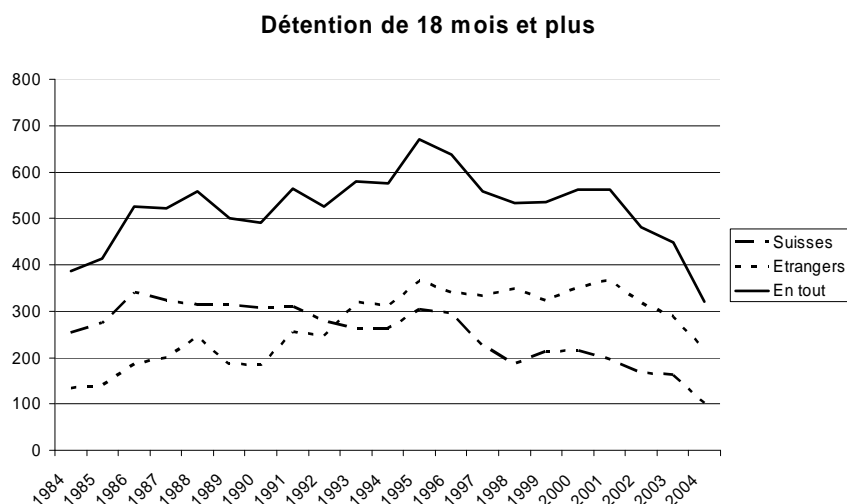
<sup>4</sup> Le nombre de cas de détention avant jugement en Suisse a passé de 9'451 en 1985 à 13'223 en 2004, soit une augmentation de 40%.

<sup>5</sup> Source: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel (état au 10.08.2005).

diminution de 32%) ainsi que pour les détenus de nationalité suisse (diminution de 66%), en revanche, le nombre de personnes de nationalité étrangère incarcérées en Suisse entre 6 et 18 mois a augmenté de près de 40%;

- de même, alors que le nombre total de peines de détention d'une durée supérieure à 18 mois a diminué (413 en 1985 à 321 en 2004, soit une diminution de 22%), y compris pour les détenus de nationalité suisse (diminution de 62%), il y a eu une augmentation de 57% du nombre de personnes de nationalité étrangère incarcérées en Suisse pour plus de 18 mois (cf. le graphique 1 ci-après).

*Graphique 1: Durée des peines de détention exécutées en Suisse entre 1984 et 2004*



Source: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel (état au 10.08.2005)

Deux constats s'imposent ici: le premier est que la pratique de la justice pénale n'a pas attendu l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions (1.01.2007), aussi bien pour restreindre le prononcé de condamnations à de courtes peines privatives de liberté (inférieures à 6 mois: diminution de 27% entre 1985 et 2004) que pour limiter le nombre effectif d'incarcérations de courtes durée (inférieures à 6 mois: diminution de 58% entre 1985 et 2004, tous détenus confondus). Toutefois, le second constat est que seuls les condamnés de nationalité étrangère ont subi une

hausse des incarcérations (de 16,5% entre 1985 et 2004, alors que, dans la même période, les incarcérations de condamnés suisses ont chuté de 75%). C'est surtout en aval du système pénal que les étrangers subissent des peines plus sévères et séjournent effectivement davantage en prison: au stade de la police, la proportion de suspects étrangers enregistrés s'est accrue de 86% entre 1985 et 2004; devant les magistrats, la proportion de condamnés étrangers a augmenté de 75%, alors que, finalement, dans les prisons suisses, la part des détenus de nationalité étrangère s'est accrue de 152% au cours des vingt années considérées.

#### D. Les mesures de sûreté et leur évolution

Le prononcé des mesures de sûreté en droit pénal est fortement lié au concept de responsabilité pénale que le code pénal de 1937 traitait aux articles 10 et 11 aCPS. Nous venons de voir que les peines privatives de liberté, dans leur ensemble, ont été en perte de vitesse en Suisse ces vingt dernières années. Qu'en est-il des mesures?

Revenons tout d'abord à la notion de responsabilité pénale et à son évolution dans la pratique judiciaire des années 1985-2005. L'application concrète des articles 10 et 11 aCPS est contrastée (cf. le tableau 2 ci-dessous): si le prononcé d'irresponsabilité pénale, accompagné d'une mesure de sûreté, a augmenté entre 1985 et 1998, il est ensuite tombé à 0 dans les années 2000. Le prononcé de responsabilité pénale restreinte, avec mesure de sûreté, s'est quant à lui constamment réduit depuis le début des années 1990.

*Tableau 2: Evolution du prononcé des art. 10<sup>6</sup> et 11 aCPS avec une mesure de sûreté*

Années	Irresponsabilité: art. 10 aCPS	Responsabilité restreinte: art. 11 aCPS
1985	12	2'065
1988	24	2'260
1990	8	2'273

---

<sup>6</sup> Sans les décisions de non-lieu ni d'acquittement.

1995	20	1'839
1998	35	1'523
2000	0	1'424
2004	0	1'097
2005	0	1'068

Source: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel (état au 30.08.2006)

En ce qui concerne le prononcé des mesures de sûreté, il a diminué en chiffres absolus entre 1985 et 2005 (passant de 716 à 693) et la part des mesures décidées dans l'ensemble des condamnations pénales s'est réduite de 40% (passant de 1,22% en 1985 à 0,74% en 2005). Le tableau 3 ci-après, qui illustre certains types de mesures<sup>7</sup>, montre que ce sont surtout les placements en institution qui ont diminué, sauf celui des délinquants souffrant de troubles mentaux (art. 43 ch. 1 al. 1 aCPS), qui a quadruplé en 2005 relativement à 1985; les mesures de traitement ambulatoire (en milieu ouvert) ont quant à elles généralement augmenté, soulignant ainsi la tendance à la désinstitutionalisation (priorité au milieu ouvert sur le milieu fermé, notamment pour des raisons d'économie).

<sup>7</sup> Sans l'internement des «délinquants d'habitude» (art. 42 aCPS), ni le placement des jeunes adultes en maison d'éducation au travail (art. 100bis aCPS).

Tableau 3: Evolution du prononcé des mesures thérapeutiques

Années	Traitement des troubles mentaux: art. 43 ch. 1 al. 1 aCPS	Internement des délinquants «anormaux»: art. 43 ch. 1 al. 2 aCPS	Traitement des alcooliques: art. 44 ch. 1 aCPS	Traitement des toxicomanes: art. 44 ch. 6 aCPS
1985				
- en tout	<b>152</b>	<b>12</b>	<b>142</b>	<b>331</b>
- en institution	21	12	63	214
- ambulatoire	131		79	117
2005				
- en tout	<b>303</b>	<b>14</b>	<b>210</b>	<b>239</b>
- en institution	86	14	45	121
- ambulatoire	217		165	118
1985-2005:	Évolution:	Évolution:	Évolution:	Évolution:
- en tout	<b>+100%</b>	<b>+17%</b>	<b>+48%</b>	<b>-28%</b>
- en institution	+409%	+17%	-29%	-43%
- ambulatoire	+66%		+109%	=

Source: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel (état au 11.10.2007)

### E. Constats principaux

Au cours des années 1985-2005, il y a ainsi eu en Suisse:

- une augmentation des condamnations pénales;
- mais une diminution de la proportion des personnes condamnées à la détention ferme ou sans sursis;
- une diminution plus nette encore et régulière des personnes effectivement incarcérées, sauf pour les condamnés de nationalité étrangère;
- une diminution de la durée de toutes les peines privatives de liberté effectivement exécutées, y compris des courtes peines de détention (inférieures à 6 mois). Cependant, cette baisse de la durée des séjours dans les prisons suisses ne concerne pas les détenus étrangers;
- ainsi, bien que les art. 40 et 41 nCPS limitant strictement le prononcé d'une peine privative de liberté sans sursis de moins de 6 mois ne

soient entrés en vigueur que le 1.01.2007, la pratique à la fois des juges prononçant une condamnation et des autorités d'exécution avait déjà restreint notablement le recours aux courtes peines privatives de liberté fermes.

- Restent donc surtout en prison aujourd'hui, des hommes, jeunes, de nationalité étrangère, au statut social et économique précaire, souffrant de troubles physiques et psychiques, ce qui renforce l'image de la prison comme ultime lieu de gestion des exclusions et des «résidus sociaux»<sup>8</sup>...
- Enfin, du point de vue des mesures, il y a eu une nette diminution en Suisse du prononcé par les tribunaux des cas d'irresponsabilité pénale (art. 10 aCPS) et de responsabilité restreinte (art. 11 aCPS) accompagnés d'une mesure de sûreté, ainsi que du nombre total de mesures (art. 42 à 44 et 100bis aCPS); par contre, il y a eu une forte augmentation du prononcé des mesures (surtout en institution, mais également ambulatoires) relatives aux délinquants «anormaux» ou souffrant de troubles mentaux (art. 43 aCPS).

## II. Changements et défis à venir

### A. La suppression des courtes peines privatives de liberté

La partie générale révisée du code pénal suisse a introduit un nouveau droit des sanctions dont l'un des objectifs est de supprimer (ou au moins de réduire strictement: cf. art. 41 nCPS) les courtes peines privatives de liberté (inférieures à 6 mois) et de les remplacer par des peines alternatives à l'emprisonnement. Dès le 1.01.2007, l'ordre de priorité des peines est devenu en Suisse le suivant: d'abord la peine pécuniaire (système des jours-amende), ensuite le travail d'intérêt général et enfin la privation de liberté, pour laquelle le seuil d'octroi du sursis a en outre été élevé à 2 ans<sup>9</sup>.

---

<sup>8</sup> Chantaine/Mary, 2006, 270.

<sup>9</sup> Dans le Message présentant la révision de la partie générale du CPS, il était estimé que la suppression des courtes peines privatives de liberté devrait réduire la population carcérale de 25% et représenter ainsi une économie pour l'Etat: FF 1999 p. 1848.



Une critique majeure faite aux courtes peines privatives de liberté consiste à souligner qu'elles sont désocialisantes et n'ont pas d'effet de prévention spéciale (ou n'évitent pas la récidive). La brièveté de la peine ne sert ni à neutraliser, ni à traiter suffisamment les condamnés et donc seules des sanctions plus longues peuvent atteindre ces objectifs; en outre, leur durée, même minime, expose les détenus à un milieu criminel nocif, a pour effet de les couper de leur environnement familial et social et exerce un impact stigmatisant à leur sortie de prison.

Le défi réside d'abord dans le camp des magistrats: comment vont-ils réagir face aux nouvelles possibilités de peine? Vont-ils effectivement utiliser les alternatives aux courtes peines privatives de liberté? Le risque, comme ce fut le cas notamment en Autriche, est de voir la sévérité des juges monter d'un cran et par conséquent la longueur des peines augmenter. En ce qui concerne les alternatives à l'emprisonnement, il s'agit de les envisager réellement comme telles et non pas comme des peines de substitution à l'incarcération<sup>10</sup>: cela nécessite un changement de mentalité et de raisonnement important chez les magistrats dans leur décision relative au choix de la peine.

#### B. Troubles psychiques et nouvelles normes en matière de mesures thérapeutiques

La question des délinquants souffrant de troubles psychiques et les nouvelles normes et exigences du CPS relatives au prononcé des mesures thérapeutiques d'une part, et de la nouvelle sanction sécuritaire qu'est l'internement à vie des délinquants qualifiés «*d'extrêmement dangereux et non amendables*» (art. 123a Cst. féd.) d'autre part, constituent des défis considérables en matière de politique pénitentiaire et, en particulier, de collaboration de la justice pénale avec les médecins, les experts psychiatres surtout.

Une expertise est en effet obligatoire et incontournable pour que le juge puisse ordonner une mesure de soin, y compris ambulatoire (art. 56 al. 3

---

<sup>10</sup> La notion de peines de substitution maintient la prison comme peine de référence principale, pour laquelle existent des possibilités de remplacement. La notion de peines alternatives présente la prison comme un choix possible, mais non prioritaire parmi un catalogue de peines; cf. Kuhn A., 1999, pp. 207 ss.

nCPS)<sup>11</sup>. Pour prononcer la mesure d'internement, l'art. 56 al. 4 nCPS exige de surcroît que l'expertise soit réalisée par un expert indépendant, à savoir qui n'a pas traité l'auteur de l'acte délictueux ni ne s'en est occupé d'une quelconque manière. La norme constitutionnelle relative à l'internement à vie (art. 123a al. 3 Cst. féd.) exige même l'avis d'au moins deux experts indépendants l'un de l'autre, qui devront être expérimentés et n'avoir rien eu à faire jusque là avec le criminel expertisé. Une commission fédérale devra être instituée et chargée d'étudier si de nouvelles connaissances scientifiques *«pourraient permettre de traiter l'auteur de manière qu'il ne représente plus de danger pour la collectivité»* (art. 64c al. 1 nCPS): il faut souligner ici à la fois le caractère aléatoire de progrès scientifiques en la matière et l'objectif thérapeutique fixé à des fins non pas personnelles (traitement d'un individu) mais de sécurité collective.

*«Où s'arrête le crime? Où commence la folie? Comment la prison est-elle devenue, au début du 21<sup>ème</sup> siècle, «malade de ses fous»?<sup>12</sup>»* Nous savons bien que la Suisse, comme de nombreux autres pays, ne dispose pas de suffisamment d'experts en psychiatrie légale expérimentés et aptes à répondre aux injonctions de la justice pénale, qui plus est, compte tenu des particularités linguistiques et fédéralistes de notre pays. Voilà un sérieux défi de formation et également de recherche: pouvons-nous attendre prochainement des avancées en matière de recherche psychiatrique pour l'amélioration du traitement thérapeutique des condamnés? Et de telles recherches seront-elles soutenues financièrement?

Outre les problèmes humains, les aspects institutionnels et matériels ne sont évidemment pas négligeables. En effet, le code pénal se réfère à de nombreuses reprises, dans le chapitre consacré aux mesures thérapeutiques et à l'internement, à la notion *«d'établissement approprié»* ou *«spécialisé»*. Les Règles pénitentiaires européennes (2006) mentionnent également que *«les personnes souffrant de maladies mentales et dont l'état de santé est incompatible avec la détention en prison devraient être détenues dans un établissement spécialement conçu à cet effet»* (Règle 12.1). A ce jour, en Suisse, la situation des

---

<sup>11</sup> «... compte tenu des exigences élevées auxquelles doit satisfaire une expertise, celle-ci sera généralement établie par un psychiatre», Message, FF 1999 p. 1878.

<sup>12</sup> Renneville M., 2003, p. 10.

établissements psychiatriques, qui plus est fermés au sens de l'article 59 al. 3 nCPS, n'est de loin pas en mesure de répondre aux exigences thérapeutiques et sécuritaires prévues par la loi. Face à ce défi politique et financier, les cantons seront-ils en mesure de créer dans un avenir proche (au moins jusqu'en 2016 comme l'exige le CPS) les établissements de thérapies spécialisées qu'une application efficace de la loi réclame? Nous pouvons rappeler que dans les années 1970 déjà, les discussions du Concordat sur l'exécution des peines et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons romands et du Tessin mentionnaient déjà cette problématique... La priorité en terme d'exécution de peines privatives de liberté ne semble pas du tout avoir été fixée en faveur du traitement des condamnés souffrant de troubles mentaux ou d'addictions. Reste à connaître les moyens qui seront dévolus à la réalisation de ces établissements spécialisés quand on sait que la prison est *«un objet politique intraitable: trop complexe, trop risquée et à faibles gains politiques»*<sup>13</sup>.

Une autre particularité étrange du nouveau droit des sanctions concerne, au stade de la mise en œuvre du système dualiste, le rapport entre l'exécution de la peine et celui de l'internement. Ce rapport a été inversé par rapport au CPS de 1937: en effet, si une peine privative de liberté et une mesure d'internement sont infligées au condamné, la première doit désormais être subie avant la seconde. Or, l'art. 64 nCPS prévoit pourtant la mesure d'internement notamment pour les délinquants souffrant d'un *«grave trouble mental chronique ou récurrent»*. Malgré cela, il faudra d'abord les placer en prison, puis en internement, mais dans *«un établissement d'exécution des mesures»* qui, *«si besoin est»* fournira *«une prise en charge psychiatrique»* (art. 64 al. 4 nCPS)... Cela démontre clairement que la mesure d'internement ne vise absolument pas le traitement du condamné mais bien sa neutralisation et la sécurité publique! Si l'on ajoute à cela que l'art. 75 nCPS introduit le principe important de normalisation de la vie en détention, qui *«doit correspondre autant que possible à des conditions de vie ordinaires...»*, la pratique quotidienne des établissements pénitentiaires en Suisse ne sera pas simple du tout et les défis auxquels ils seront confrontés sont gigantesques. Comment assurer *«des conditions de vie ordinaires»* avec des détenus souffrant de graves troubles mentaux et qui devront ensuite être internés?

---

<sup>13</sup> Lascoumes P., in Artières P., Lascoumes P., 2004, p. 418.

Subsidiairement, le système pénitentiaire pourra-t-il faciliter l'accès aux soins à de tels détenus? Et avec quelles ressources?

L'objectif prioritaire de sécurité, centré sur le critère, voire l'obsession de la dangerosité, va-t-il conduire dans notre pays à limiter la détention à de la pure contention ou à la seule incapacitation? Ce serait alors la triste fin de la finalité du traitement pénitentiaire.

Enfin (mais sans être exhaustif), il y a un défi interdisciplinaire important à relever, afin d'établir une collaboration efficace des compétences et des pratiques entre les différents intervenants en milieu pénitentiaire; cela concerne notamment le partage des informations dans le but de bien gérer le plan d'exécution de peine (art. 75 al. 3 nCPS), mais également la gestion des secrets liés aux diverses fonctions ou professions et dont le sujet central est le détenu<sup>14</sup>, qu'il souffre de troubles psychiques ou non.

### III. Conclusion: quelle politique pénitentiaire?

La politique pénitentiaire sera toujours plus fortement tiraillée, voire déchirée, entre deux catégories d'objectifs antagonistes:

- l'objectif classique de réhabilitation, d'ouverture, de normalisation de la vie en détention, de garantie des droits des détenus, qui doit prévaloir dans la privation de liberté ordinaire ou normale;
- et l'objectif néolibéral de sécurité, de gestion des risques centrée sur la dangerosité, d'enfermement et de neutralisation, qui dominera toujours plus dans l'exécution des mesures de sûreté (au sens strict du terme) en établissements et tout particulièrement en matière d'internements (ordinaire et à vie), comme formes de privation de liberté spéciales, voire extraordinaires.

Nous l'avons rappelé ci-dessus à propos des défis représentés par la construction d'établissements psychiatriques spécialisés, *«la politique pénitentiaire (...) n'est jamais traitée comme une priorité, elle est peu gouvernée par le politique et ses lentes évolutions sont surtout (...) discrètes et menées par les professionnels»*<sup>15</sup>. Elle est une politique a

---

<sup>14</sup> Cf. Jendly M., 2005.

<sup>15</sup> Lascoumes P., in Artières P., Lascoumes P., 2004, p. 417.

*minima*, qui vise surtout à éviter les conflits, une politique malheureusement sans grande ambition, qui cherche surtout à faire parler d'elle le moins possible et à échapper ainsi à toute critique...

Cela confirme malheureusement que «comme la liberté qui l'a fait naître et dont elle constitue l'envers honteux, la prison reste l'ombre de nos rêves de société meilleure»<sup>16</sup>!

## Références bibliographiques

- ARTIÈRES P., LASCOUMES P., *Gouverner, enfermer: la prison, un modèle indépassable?* Presses de sciences po, Paris, 2004.
- BERTRAND D., NIVEAU G. (Eds.), *Médecine, santé et prison*, Editions Médecine & Hygiène, Genève, 2006.
- CHANTRAINE G., MARY PH., (Eds.), *Prisons et mutations pénales, Déviance et Société*, numéro thématique, septembre 2006.
- CONSEIL DE L'EUROPE, *Règles pénitentiaire européennes*, Strasbourg, 2006.
- FECTEAU J.M., FENCHEL F., TREMBLAY M.J., TRÉPANIÉ J., CUCUMEL G., Répression au quotidien et régulation punitive en longue durée, in CHANTRAINE G., MARY PH., (Eds.), *Prisons et mutations pénales, Déviance et Société*, 2006, 339-353.
- HEER M., Massnahmen – Art. 56-65 StGB, in NIGGLI M., WIPRÄCHTIGER H. (Hrsg.), *Basler Kommentar – Strafrecht I*, Helbing Lichtenhahn, Basel, 2007, 1067-1395.
- JENDLY M., *La coexistence des secrets en exécution de peine privative de liberté*, Thèse, Université de Neuchâtel, 2005.
- KUHN A., *Détenus: Combien? Pourquoi? Que faire?* Paul Haupt Verlag, Bern/Stuttgart/Wien, 1999.
- QUELOZ N., RIKLIN F., SENN A., DE SINER PH. (Eds.), *Medizin und Freiheitsentzug – Médecine et détention*, Stämpfli, Berne, 2002.
- QUELOZ N., Mesures thérapeutiques et internement, in PFISTER-LIECHTI R. (Ed.), *Partie générale du code pénal*, Stämpfli, Berne, 2007, 125-148.
- RENNEVILLE M., *Crime et folie*, Fayard, Paris, 2003.

---

<sup>16</sup> Fecteau J.M. et al., 2006, p. 351.